

## Burundi : l'ONU appelle les dirigeants à entamer un processus politique crédible

UN News Centre, 18 mars 2016 A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Burundi, deux hauts responsables de l'Organisation se sont déclarés très inquiets vendredi face à la montée de la violence au Burundi, qui risque selon eux de dégénérer prochainement en guerre civile. S'exprimant devant les 15 membres sur la situation dans le pays, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé les dirigeants politiques burundais à faire preuve de suffisamment de courage pour lancer un processus politique crédible, soulignant qu'il n'existe pas d'alternative à une solution politique à la crise traversée par le pays. [Photo : Ban Ki-moon lors de sa visite à Bujumbura, le 22 février 2016]

Venu livrer au Conseil les conclusions de sa visite au Burundi le mois dernier, le chef de l'ONU a indiqué que, durant cette visite, il avait fait part aux autorités de sa profonde inquiétude face à la violence, qui risque de dégénérer en guerre civile. A cette occasion, le gouvernement burundais avait donné au Secrétaire général l'assurance que la situation était progressivement en train de se stabiliser. M. Ban a toutefois indiqué que, lors des rencontres qu'il a eues avec des organisations de la société civile et membres de l'opposition, cette même situation avait été décrite d'une toute autre manière. Des allégations profondément troublantes de violations des droits de l'homme avaient notamment été rapportées au Secrétaire général. Egalement présent à cette réunion du Conseil, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a confirmé que de graves violations des droits de l'homme continuent d'être perpétrées dans le pays, malgré certains progrès limités, liés notamment à la libération provisoire du gouvernement, cette semaine, d'un groupe de 47 détenus. M. Zeid a signalé qu'il n'y avait eu aucune baisse du nombre d'arrestations et de détentions arbitraires, ajoutant que des informations dont il dispose font état d'une hausse du recours à la torture et au mauvais traitement. Les attaques à la grenade sont constatées de manière pratiquement quotidienne, a ajouté le Haut-Commissaire. M. Zeid a par ailleurs indiqué au Conseil que, la semaine dernière, 16 membres des Forces nationales de libération du Burundi (FNL), le parti de l'opposition, avaient été arrêtés dans la province de Kirundo. Parallèlement, a-t-il ajouté, deux membres du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), le parti au pouvoir, ont été abattus lundi. Le Haut-Commissaire a averti que le Burundi est sur le point de connaître une soudaine flambée de la violence. Lors de son intervention, le Secrétaire général, Ban Ki-moon, a par ailleurs attiré l'attention du Conseil de sécurité sur les graves conséquences humanitaires des troubles politiques actuels, signalant que les zones touchées par la crise connaissent une baisse des récoltes et que près de 700.000 personnes souffrent d'insécurité alimentaire sévère au Burundi.